

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le **28 mars 2023**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ENTREPRISE MERLOT

« Haut de Landreux »
58700 MONTENOISON

Références : **230151**
Code AIOT : 0005400398

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2023 dans l'établissement ENTREPRISE MERLOT, implanté au lieu-dit « Haut de Landreux » - 58700 Montenoison. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle 2023 de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENTREPRISE MERLOT
- « Haut de Landreux » - 58700 Montenoison
- Code AIOT : 0005400398
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière de pierres calcaires autorisée à une production maximale de 10 000 tonnes à l'année.

L'autorisation d'exploiter la carrière a été renouvelée par arrêté préfectoral du 2 juillet 2018 pour une durée de 30 ans.

Les extractions sont assurées en une campagne annuelle d'une durée de 15 à 30 jours. La carrière n'était pas en activité le jour de la visite. Elle est apparue bien entretenue et correctement exploitée.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conformité à l'arrêté préfectoral d'autorisation, notamment quantités autorisées et capacité de production, méthode d'exploitation, risques accidentels et risques chroniques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Distances limites et zones de protection	Arrêté Préfectoral du 02/07/2018, article 1.5	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
4	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 02/07/2018, article 2.3.3	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
8	Valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 02/07/2018, articles 4.3.5 et 9.2.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
9	Entretien et vidange des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 02/07/2018, article 4.3.6	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
10	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 02/07/2018, article 7.5.3	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
11	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 02/07/2018, article 8.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
13	Auto-surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 02/07/2018, article 9.2.5	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Quantités autorisées et capacité de production	Arrêté Préfectoral du 02/07/2018, article 1.2.3	/	Sans objet
3	Bornage	Arrêté Préfectoral du 02/07/2018, article 2.3.2	/	Sans objet
5	Extraction	Arrêté Préfectoral du 02/07/2018, article 2.4.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Extraction en gradins	Arrêté Préfectoral du 02/07/2018, article 2.4.5.1	/	Sans objet
7	Réserves de produits	Arrêté Préfectoral du 02/07/2018, article 2.7.1	/	Sans objet
12	Auto-surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 02/07/2018, article 9.2.3	/	Sans objet
14	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/07/2018, article 9.4.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la présente visite, l'inspection des installations classées a relevé les non-conformités suivantes :

- la limite réglementaire des 10 mètres sur la partie nord-ouest de la carrière devra être rétablie,
- le panneau dégradé de danger et d'interdiction en entrée de site devra être remplacé,
- des analyses des effluents en sortie de séparateur d'hydrocarbures doivent être réalisées ; ce dernier devra en outre être nettoyé et vidangé,
- la hauteur de stockage des matériaux sur le carreau devra être justifiée,
- les mesures des niveaux de bruit seront à réaliser lors de la prochaine campagne d'extraction.

Par ailleurs, bien qu'il n'ait été constaté ni activité, ni équipements susceptibles de générer un incendie sur le site le jour de l'inspection, il est demandé à l'exploitant de mener une réflexion avec les services du SDIS sur la nécessité ou non d'installer une réserve incendie de 120 m³, conformément à l'article 7.5.3 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 2 juillet 2018.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantités autorisées et capacité de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2018, article 1.2.3
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : [...] La quantité maximale de matériaux autorisée à extraire est de 10 000 t/an. [...]
Constats : Depuis le renouvellement de l'autorisation d'exploitation de la carrière par arrêté du 2 juillet 2018, la production a été de : - 6 370 tonnes en 2019, - absence de production en 2020 et 2021, - 1 400 tonnes en 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Distances limites et zones de protection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2018, article 1.5
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les bords de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins dix mètres de limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégralité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. [...]
Constats : Lors de la précédente inspection, une non-conformité avait été soulevée concernant une partie de l'ancienne extraction en limite est du site qui ne respectait pas la limite réglementaire des 10 mètres. Selon le plan de situation du 13/02/2023 et les constats opérés au cours de la visite, cette non-conformité a été levée, l'exploitant ayant procédé au réaménagement de cette zone au moyen de stériles et de terre végétale. Néanmoins, il apparaît désormais sur le plan de situation que cette limite réglementaire des 10 mètres n'est plus respectée sur la partie nord-ouest de la carrière. L'exploitant explique qu'il s'agirait probablement d'une erreur de mesure du géomètre. Un point de situation est attendu de la part de l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2018, article 2.3.2
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Le périmètre des terrains compris dans la présente autorisation sera matérialisé par des bornes placées en tous les points nécessaires à la délimitation de ces terrains. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état. [...]
Constats : La présence des bornes délimitant le périmètre de l'autorisation a été vérifiée au cours de l'inspection. Elles sont suffisamment dégagées et repérables. Ces bornes sont également localisées sur le dernier plan topographique du 13/02/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2018, article 2.3.3
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace (ou tout autre dispositif équivalent), entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Ce dispositif est interrompu au niveau de l'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation. Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux « chantier interdit au public » sont mis en place sur les voies d'accès. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit. Les retenues d'eau présentes sur le périmètre d'autorisation sont clôturées et munies de panneaux signalant leur caractère dangereux (risques de noyade). Des moyens de secours adaptés (bouée, barque, ligne de vie...) sont disponibles à proximité.
Constats : L'accès au site est limité par une barrière munie d'un cadenas, une clôture et un merlon végétalisé. Le panneau indiquant le danger et l'interdiction d'entrée apposé sur la barrière est détérioré ; il n'est donc plus visible. L'exploitant s'est engagé à le remplacer à court terme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2018, article 2.4.5
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et aux plans de remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>L'emploi d'explosifs pourra être utilisé pour l'abattage des matériaux.</p> <p>Le gisement sera exploité jusqu'à la cote 361,8 m NGF.</p>
<p>Constats : L'avancée de l'exploitation de la carrière est conduite conformément aux phases initialement prévues (actuellement en phase 1B).</p> <p>D'après le plan de situation du 13/02/2023, le carreau est à la cote 365,35 NGF.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Extraction en gradins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2018, article 2.4.5.1
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation se poursuit par 2 gradins de hauteur verticale n'excédant pas 4 mètres pour chacun.</p> <p>Une banquette d'une largeur minimale 5 m sépare chacun des gradins.</p> <p>Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplomb. Ils sont régulièrement visités et purgés en tant que de besoin.</p> <p>La progression des niveaux d'extraction est réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.</p>
<p>Constats : D'après le plan de situation du 13/02/2023, le front de taille en cours d'exploitation n'excède pas les 4 mètres.</p> <p>Ce front est correctement purgé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Réserves de produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2018, article 2.71
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que des produits absorbants, des kits anti-pollution, etc.
Constats : Il n'y avait pas d'activité d'extraction le jour de la visite et aucun engin n'était présent sur le site. L'exploitant indique que des kits anti-pollution sont bien présents dans les engins (pelle mécanique et chargeuse) lors de chaque campagne d'extraction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2018, articles 4.3.5 et 9.2.2.1

Thème(s) : Risques chroniques

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet de ces eaux dans le milieu récepteur, les valeurs limites en concentration définies ci-dessous :

Paramètre	Valeur limite de rejet (mg/l)
MES	35
DCO	125
HDCT	5

[...]

Eaux pluviales rejetées

L'exploitant fait réaliser, annuellement, en sortie des décanteurs-séparateurs présents sur le site, des mesures de la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel. Ces analyses, effectuées sous sa responsabilité et à ses frais, doivent permettre de vérifier le respect des dispositions de l'article 4.3.5. Les résultats de ces analyses sont tenus à disposition de l'Inspection des installations classées.

Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Constats : Le ravitaillement des engins est réalisé sur l'aire étanche. Le nettoyage de ces derniers n'est pas effectué sur site.

L'exploitant indique qu'aucune mesure de la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel en sortie du décanteur-séparateur de l'aire étanche n'a été réalisée depuis son installation.

L'inspection demande à ce qu'une analyse des effluents en sortie de séparateur soit réalisée postérieurement à la prochaine campagne d'extraction prévue en juin 2023.

Les résultats de ces analyses seront transmis à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 4 mois

N° 9 : Entretien et vidange des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2018, article 4.3.6
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures doivent être nettoyés, vidangés et contrôlés au moins une fois par an et entretenus si nécessaire. L'exploitant doit être en mesure de justifier de cet entretien.
Constats : L'exploitant a présenté une fiche de suivi annuel du séparateur d'hydrocarbures. Il explique que ce suivi se limite à un contrôle visuel et qu'il n'a jamais été nettoyé et vidangé depuis sa mise en place. L'inspection demande à l'exploitant de nettoyer et vidanger le séparateur d'hydrocarbures et d'être en mesure de justifier de cet entretien auprès de l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2018, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une réserve d'eau de type citerne souple de défense incendie d'un volume minimum de 120 m³ d'eau, correspondant aux exigences et caractéristiques de la fiche n° 8 du règlement départemental défense extérieure contre l'incendie de la Nièvre (RDDECI 58), Cette réserve incendie devra être renseignée par la fiche N° 20 « Réception d'un nouveau Point d'Eau Incendie », du RDDECI 58 afin que ce Point d'Eau Incendie (PEI) privé soit répertorié dans le registre communal de la commune, et renvoyé au SDIS 58. • des extincteurs, en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des installations, • des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des pelles.
<p>Constats : Lors de la précédente inspection du 23/05/2019, il avait été constaté l'absence de réserve incendie sur le site. À ce jour, cette réserve n'a toujours pas été mise en place.</p> <p>L'exploitant explique avoir sollicité les services du SDIS courant 2019 afin de trouver des alternatives ; selon lui, une réserve d'eau de 120 m³ serait disproportionnée eu égard aux risques d'incendie sur le site.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant la mise en œuvre d'un plan d'actions permettant de répondre à cette non-conformité.</p>
<p>Observations : Une réflexion avec les services du SDIS sur la gestion des moyens de lutte contre l'incendie proportionnée aux risques réels de la carrière et qui avait été présentée dans l'étude de dangers lors de la demande de renouvellement de l'exploitation de novembre 2015 pourrait être utilement menée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 11 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2018, article 8.1.1
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Le stockage des matériaux concassés est assuré sur le carreau de la carrière. Les quantités de matériaux stockées doivent être inférieures à 10 000 tonnes et la hauteur des tas est limitée à 7 mètres.
Constats : Le stockage des matériaux se situe sur le carreau de la carrière. La quantité totale de matériaux stockée est de 7 155 tonnes. Le stock le plus haut se situe en partie sud-ouest. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que sa hauteur ne dépasse pas les 7 mètres. L'exploitant doit être en mesure de justifier de la hauteur de ses stocks.
Observations : Le plan d'évolution pourrait utilement mentionner l'altimétrie des stocks.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 12 : Auto-surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2018, article 9.2.3
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : <u>Surveillance des deux piézomètres existants</u> Les ouvrages sont régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine. En dehors des contrôles, leur capot métallique sera maintenu cadenassé en permanence. <u>Réseau et programme de surveillance</u> Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé deux fois par an en période de hautes eaux et en période de basses eaux durant les 3 premières années d'exploitation. Les résultats seront communiqués à l'inspection des installations classées qui pourra, le cas échéant, demander la poursuite de ces relevés et la mise en place de prélèvements pour analyses.
Constats : Lors de la précédente visite du 23/05/2019, il avait été soulevé que le relevé des hauteurs d'eau n'était pas réalisé. Deux piézomètres sont en place. Ils sont correctement cadenassés. Une fiche de suivi du niveau piézométrique a été présentée au cours de l'inspection. Deux relevés ont été réalisés (en période de hautes et de basses eaux) courant 2019, 2020 et 2021. Le niveau piézométrique le plus élevé se situe à 35 cm .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Auto-surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2018, article 9.2.5
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans les six mois suivants la notification du présent arrêté, puis périodiquement, au minimum tous les trois ans, et dès lors que les circonstances l'exigent.</p> <p>Ces mesures sont effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ces contrôles sont effectués par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.</p>
<p>Constats : L'exploitant indique qu'aucune mesure des niveaux sonores n'a été effectuée depuis le renouvellement de l'autorisation d'exploitation de la carrière par arrêté du 2 juillet 2018.</p> <p>L'inobservation de cette prescription avait déjà été rappelée à l'exploitant lors de la précédente inspection du 23/05/2019.</p> <p>Il lui est donc de nouveau demandé de procéder à une mesure de la situation acoustique lors de la prochaine campagne d'extraction qui doit avoir lieu courant juin 2023.</p> <p>Il lui est également rappelé de veiller à respecter la périodicité de 3 ans entre chaque campagne de bruit.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 14 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2018, article 9.4.1
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage, • les bords de la fouille, • les surfaces décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, • l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes, ...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes, • les piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière, • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, • le positionnement et les hauteurs des fronts, • les zones de stockage de déchets inertes et terres non polluées provenant de l'activité, • la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection.
Constats : Le plan d'évolution mis à jour le 13/02/2023 comporte l'ensemble des informations prescrites par l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet